



DECLARATION FNEC FP FO CSAA 13 OCTOBRE 2025

Monsieur le Recteur

Mesdames et messieurs les membres du CSA de l'Académie de Toulouse

Ce CSA, une nouvelle fois, se tient dans un mouvement général de marche à la guerre, mouvement qui, dans tous les pays sacrifie les services publics, les droits des salariés, l'avenir de la jeunesse dans une fuite en avant qui semble la seule solution trouvée par les dirigeants pour se maintenir au pouvoir ou pour réaliser de toujours plus importants bénéfices dans une situation de crise économique. Plus que jamais les paroles de Jean Jaurès, "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage" sont d'actualité aussi bien en Palestine, qu'en Ukraine et en Russie mais aussi dans l'ensemble de l'Europe.

Plus que jamais le rôle du mouvement ouvrier est de tout faire pour empêcher la marche à la guerre, de tout faire pour empêcher non seulement la poursuite du génocide en Palestine mais aussi la poursuite de la politique d'apartheid conduite par le gouvernement israélien. La FNEC FP-FO s'inscrit résolument dans ce combat à l'échelle internationale et salue les travailleurs italiens qui à deux reprises viennent, par la grève générale, de bloquer leur pays pour bloquer les expéditions d'armes à destination d'Israël. Nos camarades italiens montrent le chemin à suivre, bloquer le pays pour imposer la rupture avec une politique qui nous mène à la guerre et aux reculs sociaux.

Cette situation de crise mondiale se répercute à l'échelle nationale et participe d'une crise politique qui s'approfondit chaque jour un peu plus. Après Bayrou et Barnier... à peine nommé le premier ministre Lecornu a démissionné le lundi pour être de nouveau nommé le vendredi. Tous incarnent la volonté du président Macron de poursuivre des politiques rejetées par tous. Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Les mêmes causes : c'est le président Macron et son refus d'entendre les aspirations majoritaires des travailleurs et de la jeunesse qui se sont à nouveau exprimées dans les puissantes manifestations, les grèves et les blocages dès le 10 septembre.

Car pour la troisième fois en moins d'un mois, le 2 octobre dernier, par la grève et les manifestations, les salariés et la population en général ont exprimé leur volonté de rompre avec les politiques d'austérité menées par le président Macron et un énième premier ministre dont ils n'attendaient rien. Ces revendications ont côtoyé les slogans contre la marche à la guerre et contre le génocide en Palestine.

Cette mobilisation a été marquée à nouveau par la présence massive de jeunes (80 000 étudiants et lycéens selon une organisation de jeunesse) dans les cortèges, et les blocages sur de nombreux campus. Une jeunesse qui refuse le futur que lui dessinent Macron et ses gouvernements successifs : concurrence féroce (avec Parcoursup, ou mon MonMaster) et mise au pas avec le SNU qui a fini par être enterré mais dont l'idée de fond n'a pas été totalement abandonnée.

Quoi que fasse maintenant le président Macron, pour notre fédération la seule issue à la crise politique qu'est en train de vivre le pays, c'est la satisfaction des revendications exprimées

massivement et à de multiples reprises par les travailleurs, et, en ce qui nous concerne plus précisément, par les personnels :

- Non pas une suspension, mais bien l'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites
- Augmentation du point d'indice et rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000.
- Défense de la sécurité sociale et des services publics : fin des coupes budgétaires dans l'Enseignement, la Recherche, la Culture et la Formation professionnelle.
- Abrogation des contre-réformes qui démantèlent l'École publique et le statut de fonctionnaire ouvrant la voie à la privatisation.

Car la politique du président Macron, et de ses plus ou moins éphémères premiers ministres n'a en rien amélioré la situation de l'école et de ses personnels.

Le manque de personnels, de tous les personnels induit une surcharge de travail ou une impossibilité de faire son travail correctement pour les autres personnels. Les contre réformes menées sans tenir compte des remontées du terrain, à rebours des revendications des personnels, dégradent les conditions de travail dans tous les services. Le dénigrement des services publics, qui coûteraient trop cher d'après certains de nos gouvernants, amène à un déclassement aussi bien pécunier que de statut dans la société et à une déconsidération de la part de certains parents qui font preuve de violence à l'encontre des personnels. Comme si le gel du point d'indice ne suffisait pas, les agents sont désormais sanctionnés financièrement pour avoir le tort de tomber malades, les enseignants sont au contact d'élèves comment peuvent-ils éviter les épidémies ? L'inclusion systématique met à mal les collègues, en particulier dans le 1er degré. Ces difficultés représentent l'écrasante majorité des saisines des registres de santé traités lors des F3SCT et font état mois après mois d'une détresse importante des personnels, des autres élèves qui sont parfois terrorisés, mais également des élèves en situation de handicap pour qui l'institution n'a finalement pas d'autre solution que de proposer une déscolarisation, voire des mesures disciplinaires. Pour notre fédération, l'inclusion ne peut être systématique et doit se décider au cas par cas. Chaque élève, chaque situation de handicap, est unique et nécessite une réponse adaptée. Comme la pédagogie ne peut se substituer aux soins, la FNEC FP-FO continue de revendiquer l'inclusion des élèves lorsque c'est possible, une place en établissement spécialisé lorsque c'est nécessaire.

Notre système éducatif est donc au bord de l'implosion, une réaction est absolument urgente. Pour la FNEC FP-FO, le problème est avant tout un problème de moyens et de choix politique. Le cadre constraint imposé par les gouvernements successifs n'est pas acceptable. Nous ne pouvons accepter les coupes dans les services publics, dans l'Education quand dans le même temps les dépenses pour l'armement explosent (elles passent de 32 milliards en 2017 à 64 milliards d'euros en 2027), quand les aides aux entreprises sont devenues le premier budget de l'Etat, à hauteur de 211 milliards d'euros par an. De l'argent pour l'Ecole, pas pour la guerre, ni pour les actionnaires.